RF

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 42.450/4
DU 26 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 7 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. Le projet examiné vise à exécuter l'article 25 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, lequel dispose :

> "Art. 25. § 1er. Les examens théorique et pratique, visés à l'article 23, § 1er, 2/ et 4/ de la loi, sont subis dans les centres d'examen organisés par les organismes d'inspection automobile agréés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.
>
> Les candidats subissent l'examen théorique et pratique devant les examinateurs visés à l'article 26. L'examen théorique peut également être subi devant un préposé de l'organisme agissant sous la responsabilité de l'examinateur.
>
> Les examens pratiques pour l'obtention du permis de conduire valable pour la catégorie G peuvent également, aux conditions déterminées par le Ministre, être subis dans les écoles d'agriculture, les centres de formation agricoles ou dans les écoles de conduite qui dispensent l'enseignement pratique de la conduite des véhicules de la catégorie G.
>
> § 2. Le Ministre fixe le nombre des centres d'examen, le lieu de leur établissement, les limites de leur compétence territoriale et les règles relatives à leur organisation.
>
> Les organismes agréés se conforment, pour l'accomplissement de leur mission, aux instructions qui leur sont données par le Ministre ou par son délégué."

Dans son avis 27.099/4, donné le 14 janvier 1998, la section de législation a formulé l'observation suivante, à propos de cette disposition :

> "Article 25
>
> L'article 23, § 1er, 2/ et 4/, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 dispose que les examens théoriques et pratiques sont organisés par le Roi.

.../...

Le projet maintient le système actuel qui consiste à confier l'organisation de ces examens à des personnes privées à savoir les organismes d'inspection automobiles agréés. Il délègue au ministre le pouvoir de «fixer le nombre des centres d'examens, le lieu de leur établissement, les limites de leur compétence territoriale et les règles relatives à leur organisation».

Outre que cette subdélégation n'est pas admissible dès lors qu'elle ne se limite pas à confier au ministre le règlement de points de détail, le projet soulève des objections au regard du principe d'égalité et de la liberté d'établissement, d'une part parce qu'il réserve aux seuls organismes d'inspection automobile, l'organisation des centres d'examens, alors qu'il n'existe pas un lien nécessaire entre l'inspection technique des véhicules automobiles et le contrôle des connaissances et des aptitudes de leurs conducteurs, et d'autre part parce qu'il autorise le ministre à limiter le nombre des centres d'examen et le lieu de leur établissement, ce qui privilégie les organismes d'inspection automobile établis dans ces lieux.

Si le Roi entend confier l'organisation des examens pour l'obtention du permis de conduire à des personnes privées, il peut certes être admis qu'Il choisisse de limiter le nombre de personnes habilitées et qu'Il détermine leur compétence territoriale. Le nombre et le choix de ces personnes doit toutefois reposer sur des critères objectifs et pertinents, déterminés par le Roi Lui-même, sans porter atteinte, au-delà de ce qui est nécessaire, à la liberté d'établissement, et, en particulier, au libre choix du lieu d'établissement."

C'est sous la réserve de cette observation fondamentale que l'observation générale et les observations particulières suivantes sont formulées.

2. L'article 61 du projet d'arrêté royal "relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E" [(1)], vise à compléter l'article 25 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité - que le projet d'arrêté ministériel examiné vise à exécuter - par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux examens pour l'obtention du permis de conduire pour la conduite des véhicules des catégories C, C+E, D, D+E ou des sous-catégories C1, C1+E, D1 et D1+E."

---

(1) Ce projet a fait l'objet de l'avis 42.014/4, donné le 15 janvier 2007.

L'adoption de ce projet d'arrêté royal restreindrait la subdélégation de pouvoirs réglementaires dont se prévaut l'auteur du projet d'arrêté ministériel examiné, aux seuls permis relatifs aux catégories non visées à l'article 25, § 3, en projet, précité, de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a répondu comme suit :

"L'arrêté royal relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E entrera en vigueur le 10 septembre 2008 (examens D) et le 10 septembre 2009 (examens C).

Jusqu'à cette date, les examens pratiques sont subis dans les centres d'examens visés à l'article 25 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 selon les règles prévues par cet article. Par conséquent, la subdélégation prévue au § 2 devrait rester d'application jusqu'aux dates précitées.

Toutefois, il faudra, à ces dates, modifier l'arrêté ministériel puisque les règles d'organisation des examens seront modifiées."

Observations particulières

Préambule

Alinéa 3

À l'alinéa 3 du préambule, relatif au visa de l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen, il y a lieu de ne mentionner que les textes modificatifs encore en vigueur.

L'auteur du projet vérifiera si c'est bien le cas des modifications antérieures à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Cette observation vaut également pour l'article 7 du projet.

Alinéa 5

À l'alinéa 5 du préambule, il convient d'insérer les termes "§ 1er," entre les mots "article 84," et "alinéa 1er".

Dispositif

Article 6

L'article 6 du projet dispose :

"Art. 6. - § 1er. Les candidats qui s'inscrivent à l'examen pratique au moins deux semaines avant la date d'expiration de la validité du permis de conduire provisoire dont ils sont titulaires doivent être convoqués à l'examen pratique pendant la période de validité de ce document. En outre, lors d'un premier échec à l'examen pratique, le centre d'examen est tenu de fixer un nouveau rendez-vous avant la date d'expiration du permis de conduire provisoire.

Toutefois, si, pour une raison de force majeure, le centre d'examen n'est pas en mesure de remplir les obligations visées à l'alinéa 1er, il désigne un autre centre d'examen qui peut convoquer le candidat dans le délai visé à l'alinéa 1er.

§ 2. Les candidats d'une école de conduite agréée qui ne peuvent être convoqués à l'examen pratique dans un délai de deux semaines peuvent demander que le centre d'examen désigne un autre centre d'examen en mesure de fixer un rendez-vous dans ce délai."

L'article 6, § 1er, alinéa 1er, doit être revu afin de préciser si l'obligation de fixer, après un premier échec à l'examen pratique, un nouveau rendez-vous avant la date d'expiration du permis de conduire provisoire, vaut quelle que soit la date à laquelle le premier essai a été subi.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.450/4
VAN 26 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 7 maart 2007 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regels betreffende de organisatie van de examencentra", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het onderzochte ontwerp strekt tot de tenuitvoerlegging van artikel 25 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, luidende :

> "Art. 25. § 1. De theoretische en praktische examens bedoeld in artikel 23, § 1, 2/ en 4/, van de wet, worden afgelegd in de examencentra georganiseerd door de instellingen voor de automobielinspectie erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in verkeer gebrachte voertuigen.
>
> De kandidaten leggen het theoretische en het praktische examen af ten overstaan van examinatoren, bedoeld in het artikel 26. Het theoretische examen kan eveneens afgelegd worden voor een aangestelde van de instelling, handelend onder de verantwoordelijkheid van de examinator.
>
> De praktische examens voor het behalen van een rijbewijs geldig voor de categorie G kunnen, onder de door de Minister bepaalde voorwaarden, ook afgelegd worden in de landbouwscholen en in de landbouwopleidingscentra of in de rijscholen die onderricht verstrekken voor het besturen van voertuigen van de categorie G.
>
> § 2. De Minister bepaalt het aantal van de examencentra, de plaats van hun vestiging, de grenzen van hun territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende hun organisatie.
>
> De erkende instellingen gedragen zich voor de uitvoering van hun opdracht naar de onderrichtingen welke hen door de Minister of door zijn gemachtigde gegeven worden."

De afdeling wetgeving heeft in haar advies 27.099/4, verstrekt op 14 januari 1998, omtrent deze bepaling de volgende opmerking gemaakt :

"Artikel 25

Artikel 23, § 1, 2/ en 4/, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, stelt dat de theoretische en praktische examens door de Koning worden georganiseerd.

Het ontwerp behoudt het huidige systeem, dat erin bestaat de organisatie van die examens toe te vertrouwen aan privé-personen, namelijk de erkende instellingen voor autokeuring. Het verleent de minister de bevoegdheid om «het aantal van de examencentra, de plaats van hun vestiging, de grenzen van hun territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende hun organisatie» te bepalen.

Deze subdelegatie is niet alleen ontoelaatbaar, aangezien zij de minister niet louter machtigt om details te regelen, maar het ontwerp doet bovendien bezwaren rijzen uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel en het beginsel inzake de vrijheid van vestiging, enerzijds omdat het ontwerp de organisatie van de examencentra louter toevertrouwt aan de instellingen voor autokeuring, terwijl er geen noodzakelijk verband bestaat tussen de technische keuring van voertuigen en de controle op de kennis en de vaardigheden van de bestuurders ervan, en anderzijds omdat het de minister machtigt om het aantal examencentra en de plaats van vestiging ervan te beperken, hetgeen de instellingen voor autokeuring bevoordeelt die op die plaatsen gevestigd zijn.

Indien de Koning de organisatie van de examens voor het behalen van een rijbewijs wenst toe te vertrouwen aan privé-personen, kan er natuurlijk ook mee worden ingestemd dat Hij het aantal daartoe gemachtigde personen wenst te beperken en dat Hij hun territoriale bevoegdheid vastlegt. Het aantal en de keuze van die personen dient echter te steunen op objectieve en relevante criteria die door de Koning zelf worden bepaald, zonder dat daarmee de vrijheid van vestiging en in het bijzonder de vrije keuze van de vestigingsplaats meer dan noodzakelijk wordt aangetast."

Het is onder het voorbehoud van deze fundamentele opmerking dat de algemene opmerking en de bijzondere opmerkingen hierna worden gemaakt.

2. Artikel 61 van het ontwerp van koninklijk besluit «betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E» [(1)] strekt ertoe artikel 25 van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998, waaraan het onderzochte ontwerp van ministerieel besluit uitvoering beoogt te verlenen, aan te vullen met een paragraaf 3, luidende :

> "§ 3 . De bepalingen van deze afdeling zijn niet van toepassing op de examens voor het behalen van het rijbewijs voor het besturen van de voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E of de subcategorieën Cl, C1+E, Dl en D1+E."

Indien dit ontwerp van koninklijk besluit wordt aangenomen, zou de subdelegatie van verordeningsbevoegdheid waarop de steller van het onderzochte ontwerp van ministerieel besluit zich beroept, beperkt worden tot de enkele vergunningen voor de categorieën die niet worden genoemd in het voornoemde ontworpen artikel 25, § 3, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.

Daaromtrent om uitleg gevraagd heeft de gemachtigde van de minister geantwoord :

> "L'arrêté royal relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E entrera en vigueur le 10 septembre 2008 (examens D) et le 10 septembre 2009 (examens C).
>
> Jusqu'à cette date, les examens pratiques sont subis dans les centres d'examens visés à l'article 25 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 selon les règles prévues par cet article. Par conséquent, la subdélégation prévue au § 2 devrait rester d'application jusqu'aux dates précitées.
>
> Toutefois, il faudra, à ces dates, modifier l'arrêté ministériel puisque les règles d'organisation des examens seront modifiées."

---

(1) Omtrent dit ontwerp is op 15 januari 2007 advies 42.014/4 verstrekt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Derde lid

In het derde lid van de aanhef, waarin wordt verwezen naar het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra, dienen alleen de nog van kracht zijnde wijzigingsteksten te worden vermeld.

De steller van het ontwerp moet nagaan of zulks het geval is met de wijzigingen van oudere datum dan het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 7 van het ontwerp.

Vijfde lid

In het vijfde lid van de aanhef schrijve men "... artikel 84, § 1, eerste lid, ...".

Dispositief

Artikel 6

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt :

"Art. 6. - § 1. De kandidaten die zich ten minste twee weken vóór het verstrijken van de geldigheid van het voorlopige rijbewijs waarvan zij houder zijn, hebben ingeschreven voor een praktisch examen, dienen te worden uitgenodigd voor het praktisch examen tijdens de geldigheidstermijn van het document. Het examencentrum moet, bij het niet slagen voor het eerste praktisch examen, een nieuwe afspraak vastleggen voor de vervaldatum van het voorlopig rijbewijs.

Indien het examencentrum echter door overmacht niet in staat is de verplichtingen bedoeld in het eerste lid na te komen, wijst het een ander examencentrum aan die de kandidaat kan uitnodigen voor het examen binnen de tijdspanne voorzien in het eerste lid.

§ 2. De kandidaten van een erkende rijschool die niet kunnen uitgenodigd worden voor het praktische examen binnen een termijn van twee weken kunnen vragen dat het examencentrum een ander examencentrum aanwijst dat in staat is een afspraak vast te leggen binnen deze tijdspanne."

Artikel 6, § 1, eerste lid, moet worden herzien, waarbij wordt gepreciseerd of de verplichting voor wie de eerste maal niet geslaagd was voor het praktische examen, om een nieuwe afspraak vast te leggen vóór de vervaldatum van het voorlopig rijbewijs, geldt ongeacht de datum waarop de eerste examenbeurt heeft plaatsgehad.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE